

Convention sur Certaines Armes Classiques (CCAC)

Réunion des Etats parties (Genève, 12-13 novembre 2015)

Intervention Systèmes d'armes létaux autonomes (SALA)

Monsieur le Président,

En 2014, la CCAC s'est accordée sur un mandat permettant la tenue d'une réunion informelle sur la question des systèmes d'armes létaux autonomes. La France est fière d'avoir porté cette initiative durant sa présidence de la CCAC en 2013, car nous sommes convaincus qu'il s'agit d'un enjeu important pour l'avenir et d'un débat essentiel sur la place de l'Homme dans la décision d'engager la force létale.

Les échanges de la réunion d'avril dernier ont à nouveau été riches et substantiels, et je tiens à saluer le travail effectué par la présidence allemande. Nos discussions ont démontré, s'il en était encore besoin, la pertinence de la CCAC pour se saisir de sujets émergents de manière transversale. Les débats ont ainsi permis d'aborder les aspects techniques, juridiques, éthiques et opérationnels des SALA, mais aussi de faire entendre les points de vue des délégations, des experts, des représentants de la société civile et des organisations internationales.

La France est aujourd'hui confiante dans la capacité de la CCAC à progresser dans ces discussions, et souhaite la reconduction des travaux pour l'année 2016. De nombreux éléments devront bien entendu être abordés, comme ils l'ont été lors des précédentes réunions. Je voudrais en souligner quelques-uns.

La première exigence est celle d'une **compréhension commune** de ce que nous désignons par le terme « SALA ». Nous ne pouvons faire l'économie de cette discussion, car nos travaux ne peuvent avoir de sens que s'ils portent bien sur un seul et même sujet. C'est pourquoi la France a fait circuler un non-papier sur la **caractérisation** des SALA lors de la réunion d'experts d'avril dernier.

En vue de progresser dans la caractérisation des SALA, l'exploration de la notion d'**autonomie** reste essentielle : l'autonomie implique une absence totale de supervision humaine et un caractère non-prévisible des actions en raison d'une capacité d'adaptation à un environnement complexe et évolutif.

Fidèle à ses engagements internationaux, la France ne pourrait envisager de développer et d'utiliser des SALA que si leur parfaite **conformité au droit international** était démontrée. S'ils devaient être développés, ces systèmes ne seraient utilisés que dans le cadre d'un conflit armé. Leur développement et leur utilisation doivent donc être examinés au regard de leur conformité aux règles du droit international humanitaire existant, qui demeure le cadre approprié.

Ma délégation réitère sa conviction que la CCAC est le cadre approprié pour traiter de la question prospective des systèmes d'armes létaux autonomes. La CCAC permet en effet une évaluation transversale de ces systèmes et de leurs implications pour de nouveaux moyens ou méthodes de guerre. Elle rassemble en toute transparence les différents acteurs concernés. Il reste prioritaire de s'accorder sur des bases communes solides avant de décider de la direction vers laquelle doivent tendre nos travaux.

[*Option 1 : réunion informelle.* La France soutient la reconduction du mandat de discussion des experts en vue d'une nouvelle réunion en 2016. Celle-ci pourrait se tenir durant 4 ou 5 jours selon l'évaluation des besoins et des coûts par le président-désigné du groupe de discussions.]

Option 2 : réunion formelle. Nous entrons dans une phase de préparation de la conférence d'examen de 2016. C'est lors de cette échéance que pourront être discutées plus avant les modalités d'une poursuite des discussions sur les SALA au sein de la CCAC, y compris la possibilité de créer un GGE. Dans l'intervalle, la France estime nécessaire de poursuivre les discussions sur les SALA. Nous envisageons avec intérêt la solution intermédiaire d'une réunion formelle d'experts. Le mandat de cette réunion demeurerait inchangé par rapport à 2015. Toutefois, elle serait chargée de formuler des recommandations adoptées par consensus. C'est sur la base de ces recommandations que la Conférence d'examen de 2016 se prononcera au sujet de la poursuite des discussions sur les SALA.

La France se réjouit de poursuivre les travaux sur les SALA au sein de la CCAC et dans la perspective de la Conférence d'examen de 2016.

Je vous remercie./.